France : Le racisme nous étouffe

vendredi 5 juin 2020, par PLENEL Edwy (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2020).

Gardienne de la paix publique, la police dit la vérité d'un État. Quand le racisme la gangrène, c'est que le pouvoir, ses sommets et ses élites, sont eux-mêmes malades, gagnés par une haine sourde de la démocratie, du peuple, de l'égalité. Le constat vaut pour la France, pas seulement pour les États-Unis.

« *I can't breathe* » (« Je ne peux pas respirer ») : cette phrase est devenue le cri de ralliement de manifestations aussi massives que spontanées contre les violences policières dont les premières et principales victimes, dans la vie quotidienne, sont les personnes racisées.

Elle fut prononcée par Eric Garner, le 17 juillet 2014, avant de mourir d'une immobilisation par étranglement opérée par un policier new-yorkais. Elle fut aussi dite par George Floyd, le 25 mai 2020, avant de mourir étouffé par un policier de Minneapolis dont le genou écrasait son cou. « Je n'arrive plus à respirer » : ce furent aussi les derniers mots d'Adama Traoré, le 19 juillet 2016, à Beaumont-sur-Oise, avant de mourir des suites d'un plaquage ventral effectué par des gendarmes. Américains ou Français, tous trois avaient en commun d'être noirs de peau.

Oui, le racisme nous étouffe, empêchant la société de respirer, de s'épanouir, d'avancer. Sa diffusion, sa contagion, son expression nous concernent toutes et tous, que nous en soyons victimes ou non. Car le racisme est une machine de guerre contre l'affirmation autonome de la vitalité populaire, le cheval de Troie de sa dépossession et de sa soumission. En jetant en pâture des boucs émissaires, en accoutumant aux discriminations, en autorisant des violences, il répand le poison d'une inégalité naturelle, liée à l'apparence ou à l'origine. Et, dès lors, il légitime une remise en cause générale de l'égalité des droits.

Toute l'histoire européenne en témoigne, tant le racisme fut consubstantiel de la projection de notre continent sur le monde, de son accumulation de richesses, de ses appétits de domination, jusqu'à enfanter la monstruosité du crime contre l'humanité. C'est en affrontant cette vérité, et donc en soldant son héritage, que l'on évitera le retour, inévitablement meurtrier, d'une hiérarchie des humanités. Oui, le chemin vers nos modernités est indissociable des idéologies de nations et de civilisations supérieures à d'autres, donc de peuples et de cultures inférieurs.

Il fut pavé par l'esclavage (mise en servitude et exploitation forcenée des populations africaines), la conquête (prise de possession et annexion violente de territoires sur tous les continents), l'extermination (annihilation de peuples premiers, notamment les Indiens d'Amérique), le colonialisme (refus de l'égalité des droits aux indigènes), l'impérialisme (course à la puissance mondiale dont la xénophobie et le nationalisme furent les leviers), l'antisémitisme (cristallisation du racisme impérialiste en haine de l'humanité via la diabolisation du Juif – autre, différent, cosmopolite, diasporique, etc.).

Le nazisme est en effet au bout de la chaîne, comme le rappelait Aimé Césaire dans son Discours sur le colonialisme : « C'est là le grand reproche que j'adresse au pseudo-humanisme : d'avoir trop longtemps rapetissé les droits de l'homme, d'en avoir eu, d'en avoir encore une conception étroite et

parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste. […] Au bout du capitalisme, désireux de se survivre, il y a Hitler. Au bout de l'humanisme formel et du renoncement philosophique, il y a Hitler. »

Toute tolérance envers le racisme est un pas de plus vers la catastrophe. Toute acceptation, silence, indifférence, minimisation, négation des crimes racistes, et d'autant plus quand ils sont commis par des représentants de la loi et de l'ordre, précipite l'avènement de pouvoirs autoritaires, remettant en cause les libertés et les droits fondamentaux. Loin d'être un combat annexe des enjeux démocratiques, sociaux ou écologiques, l'antiracisme en est le ressort universel car il proclame le refus intraitable des idéologies inégalitaires.

Terreau des dominations économiques, le darwinisme social des gagnants, vainqueurs, puissants et autres « premiers de cordée » est cousin des idéologies racistes. Il fait l'éloge de la compétition, de la concurrence, de la rivalité quand l'antiracisme défend la solidarité, la fraternité et l'entraide. Comment, de ce point de vue, ne pas être frappé que le formidable sursaut autour de l'affaire Adama, ce rassemblement immense du mardi 2 juin *(voir le portfolio de Rachida El Azzouzi et Khedidja Zerouali [1])*, ait été précédé, le samedi 30 mai, par le succès de la « Marche des solidarités », elle aussi interdite *(lire ici [2])* ?

À la protestation contre l'invisibilité officielle des crimes racistes, ce déni qui en redouble la violence, faisait écho le défilé des invisibles, ces travailleurs sans papiers qui font tourner la machine économique, ces sans-droits dont nombre d'entre eux ont assuré le quotidien d'une nation confinée par le coronavirus, ces exilés, migrants et demandeurs de refuge qui nous rappellent au respect de ce dont la France aime se glorifier sans le respecter, à savoir : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » (article 1er de la Déclaration de 1789).

Combattre sans relâche le racisme, c'est être du côté des « premiers de corvée », en défendant une exigence sociale sans frontières, sans guerre fratricide des opprimés entre eux, dans l'union face à des adversaires communs. De par le monde, la mobilisation contre les violences policières est le chemin de cette convergence, exprimant la conscience aiguë que ces répressions étatiques cherchent à congédier, museler, étouffer les protestations, révoltes et colères populaires *(lire l'article de François Bougon [3])*. En France, ce fut l'épreuve traversée par les « gilets jaunes », yeux crevés et mains arrachées, subissant le même sort que les jeunesses racisées des quartiers populaires.

Que ces surgissements interviennent alors que l'humanité est confrontée à une pandémie universelle ne tient pas au hasard. Car la maladie est aussi un révélateur social. « Selon que vous serez puissant ou misérable / Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir » : que la morale des *Animaux malades de la peste*, cette fable de La Fontaine sur une épidémie (« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés »), soit précisément la question de l'injustice et l'inégalité sociales n'est pas sans à-propos. La négation du racisme systémique en France a ainsi permis d'invisibiliser les inégalités et injustices liées à l'origine ethnique. Et, dès lors, de ne pas prendre conscience du tribut payé au Covid-19, au sein des classes populaires (la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France, fut le plus touché), par les minorités *(lire l'article de Camille Polloni [4]).*

Il est temps d'en finir, de dire « stop », de mettre un coup d'arrêt définitif à cette course à l'abîme dont le racisme, en actes et en paroles, est l'accélérateur. Encourager, tolérer ou nier le racisme revient au même : à le laisser proliférer. Il n'y a qu'une différence de degré entre un président américain explicitement suprémaciste blanc, incendiaire soufflant sur les braises de la haine raciale, et un président français indifférent au sort des nombreuses victimes de violences policières, sans un mot de compassion ou d'indignation, mais en revanche extrêmement soucieux de celui d'un

idéologue raciste patenté en la personne d'Éric Zemmour, définitivement condamné à ce titre par la justice mais néanmoins toujours promu par des médias pousse-au-crime *(lire l'article d'Ellen Salvi [5])*.

La France n'a aucune leçon à donner aux États-Unis, sinon de se lever pour en finir avec le racisme ici même, chez elle. En pleine émotion mondiale provoquée par le meurtre de George Floyd, le préfet de police de Paris, déjà devenu le symbole d'un État en guerre contre la société, s'est empressé de nier l'évidence de pratiques, comportements et violences racistes dans l'institution policière, tout en interdisant et calomniant les manifestations de solidarité *(lire ici [6])*. Les révélations successives de Mediapart/Arte et de Streetpress [7] sur l'effroyable banalisation du racisme au sein de la police devraient suffire à le disqualifier.

S'il fallait un énième symbole disant combien, à travers le combat antiraciste, se joue notre sort commun, on le trouverait dans ce rôle d'une presse libre et indépendante, celle-là même que les pouvoirs tolérants vis-à-vis du racisme mettent en cause, suspectent ou répriment. C'est par elle que les récits mensongers sur les violences policières sont démasqués, ainsi de nos révélations sur l'affaire Legay à Nice *(lire les articles de Pascale Pascariello [8] et Fabrice Arfi [9])*. C'est par elle que les discriminations quotidiennes et ordinaires sont documentées, par exemple nos enquêtes inaugurales sur les contrôles au faciès ou les quotas dans le football. C'est par ses informations que le public prend progressivement conscience des liens entre toutes les discriminations, qu'elles soient racistes, antisémites, sexistes, homophobes, comme le prouvent abondamment les enregistrements des policiers rouennais que nous avons révélés *(lire ici [10])*.

Nous faisons ce travail parce que c'est notre métier, au nom d'un droit fondamental, le droit de savoir tout ce qui est d'intérêt public, qui garantit l'exercice de la souveraineté populaire. Mais nous le faisons aussi parce que toute tolérance vis-à-vis du racisme nous est insupportable. Parce que c'est le combat de notre vie : comment pourrions-nous continuer à respirer si le racisme nous étouffe ?

Edwy Plenel

P.-S.

• MEDIAPART. 5 JUIN 2020 :
https://www.mediapart.fr/journal/france/050620/le-racisme-nous-etouffe

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?
• Site d'information indépendant
• Sans subventions ni publicité sur le site
• Journal participatif
• Financé uniquement par ses abonnements

https://www.mediapart.fr/abonnement

Les articles d'Edwy Plenel sur Mediapart :
https://www.mediapart.fr/biographie/edwy-plenel

Notes

[1] https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/justice-pour-george-floyd-pour-adama-traore-pour-tous

[2] Disponible sur ESSF (article 53529), Covid-19 (France) : Malgré l'interdiction, la Marche des solidarités a défilé à Paris.

[3] https://www.mediapart.fr/journal/international/030620/dans-le-monde-une-meme-colere-au-dela-des-cas-particuliers-de-violences-policieres

[4] https://www.mediapart.fr/journal/france/150520/covid-19-et-minorites-un-non-dit-francais

[5] https://www.mediapart.fr/journal/france/310520/emmanuel-macron-soigne-sa-demagogie?onglet=full

[6] https://www.mediapart.fr/journal/france/020620/il-n-y-pas-de-race-dans-la-police-le-message-de-didier-lallement-ses-troupes

[7] https://www.mediapart.fr/journal/france/040620/bougnoules-negres-fils-de-pute-de-juifs-quand-des-policiers-racistes-se-lachent

[8] https://www.mediapart.fr/journal/france/290520/affaire-legay-l-ancien-procureur-de-nice-se-dit-rassure-par-la-traque-des-sources-de-mediapart

[9] Disponible sur ESSF (article 53432), France - Affaire Legay : la police des polices traque les sources de Mediapart.

[10] https://www.mediapart.fr/journal/france/040620/bougnoules-negres-fils-de-pute-de-juifs-quand-des-policiers-racistes-se-lachent